



Numéro PPQ/5924

jeudi 10 janvier 2013

ACTUALITÉS EN BREF DU JEUDI

- L'ONU exprime sa préoccupation concernant les informations de mouvements militaires des rebelles au nord du Mali
- La FAO annonce une nouvelle baisse de l'indice des prix des produits alimentaires
- Le PNUE avertit contre une augmentation des émissions de mercure dans les pays en développement
- Haïti : un recensement soutenu par l'ONU montre des progrès considérables pour l'éducation et la santé des enfants
- Douze pays signent un traité de l'ONU pour combattre le commerce illicite du tabac
- L'ONU déplore l'aggravation de la situation des enfants syriens dans les camps de réfugiés inondés en Jordanie

L'ONU exprime sa préoccupation concernant les informations de mouvements militaires des rebelles au nord du Mali



Trois Maliennes fuient les combats dans le nord du pays et trouvent refuge dans la ville de Sevare. Photo: HCR/Y.Djigo

10 janvier - Le porte-parole des Nations Unies, Martin Nesirky, a exprimé jeudi la préoccupation de l'ONU concernant les informations de mouvements militaires de groupes rebelles armés autour de la ligne de front au nord du Mali.

« Nous demandons aux groupes rebelles maliens de respecter les résolutions 2071 et 2085 du Conseil de sécurité qui appelle à la rupture des liens avec les organisations terroristes », a déclaré M. Nesirky lors d'un point presse au siège de l'ONU à New York.

Selon la presse, des rebelles islamistes auraient pris le contrôle de la ville de Konna, une ville de 50.000 habitants, située à 700 kilomètres de la capitale malienne Bamako.

Depuis le début de 2012, le Mali fait face à une série de problèmes sécuritaires, politiques et humanitaires. Des combats entre forces gouvernementales et rebelles touaregs ont éclaté dans le nord du pays au mois de janvier. Depuis, des islamistes radicaux ont pris le contrôle de la région, imposant une version extrême de la charia, ainsi que des restrictions, qui visent les femmes en particulier.

La situation dans le nord du Mali a continué de se détériorer au cours des trois derniers mois, avec la poursuite des violations flagrantes des droits de l'homme et de la destruction de sites culturels et historiques à Tombouctou. Plus de 412.000 personnes ont été contraintes de fuir la région et près de cinq millions au total ont été touchés par le conflit.

Une rencontre entre le gouvernement malien et les groupes rebelles est prévue pour le 21 janvier dans la capitale du Burkina Faso, Ouagadougou, afin de lancer les pourparlers de paix.

« Nous exhortons les parties prenantes à adhérer à la trêve conclue le 4 décembre 2012 à Ouagadougou et nous continuons d'appeler au dialogue pour trouver une solution à cette situation », a indiqué le porte-parole en rappelant que l'ONU soutient les efforts de médiation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

La résolution 2071, adoptée par Le Conseil de sécurité en octobre envisage la possibilité de constituer une force internationale pour aider le Mali à rétablir l'unité de son territoire, et charge le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, à soutenir le processus politique de ce pays et de mettre des spécialistes de la planification militaire et des questions



de sécurité à disposition de la CEDEAO et de l'Union africaine pour mener à bien la planification conjointe qui permettrait à cette force internationale de voir le jour.

La résolution 2085, adoptée en décembre, autorise le déploiement de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA), pour une période initiale d'un an. La force sera notamment chargée d'aider les autorités maliennes à reprendre les zones du nord du pays contrôlées par des groupes armés terroristes et extrémistes.

M. Nesirky a rappelé que le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest, Saïd Djinnit, continue de soutenir les négociations politiques au Mali, dont l'établissement d'un dialogue national inclusif et le développement d'une feuille de route pour la transition.

La FAO annonce une nouvelle baisse de l'indice des prix des produits alimentaires



Céréales sur un marché au Soudan du Sud. Photo: MINUSS/James Sokiri

10 janvier - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a annoncé jeudi que, pour le troisième mois consécutif, l'indice des prix des produits alimentaires s'est replié de 1,1% en décembre 2012. Cette baisse de l'indice, qui s'est établi en moyenne à 209 points, est due principalement au repli des cours internationaux des principales céréales et des huiles et graisses.

« Ces résultats montrent un renversement de la situation qui prévalait en juillet dernier lorsque les cours en forte hausse firent craindre une nouvelle crise alimentaire », a déclaré le sous-Directeur général de la FAO responsable du Département du développement

économique et social, Jomo Sundaram, dans un communiqué de presse.

« Mais grâce à la coordination internationale, notamment au travers du Système d'information sur les marchés agricoles AMIS et à l'atonie de la demande dans une économie internationale stagnante, l'envolée des cours fut de courte durée et les marchés se calmèrent de sorte qu'en 2012 les prix sont tombés au-dessous des niveaux de l'année précédente », a ajouté M. Sundaram.

En décembre 2012, l'indice FAO des cours des céréales a atteint en moyenne 250 points, soit une baisse de 2,3% ou encore de 6 points par rapport à novembre de la même année. Pour 2012 dans son ensemble, cet indice s'est établi en moyenne à 241 points, soit 2,4% de moins qu'en 2011. Après une remontée entre juillet et septembre 2012 en raison des incertitudes de la production et du resserrement de l'offre, les prix à l'exportation ont reculé du fait du repli de la demande en céréales pour les utilisations industrielles et le fourrage.

Toujours en décembre 2012, les cours du maïs ont fortement chuté du fait des grandes disponibilités à l'exportation en Amérique du Sud qui ont détendu les marchés. Les cours du riz ont également fléchi du fait de bonnes perspectives de récoltes, mais les cours du blé ont peu fluctué, car le commerce de cette denrée est resté modeste.

L'indice FAO des prix des huiles et graisses végétales a atteint en moyenne 197 points en décembre 2012, soit une baisse de 1,9% ou de 4 points par rapport à novembre de la même année. Il s'agit de la quatrième baisse mensuelle consécutive et du niveau le plus bas jamais atteint depuis septembre 2010. Raison principale: l'accumulation persistante des grands stocks mondiaux d'huile de palme. Pour 2012, cet indice a atteint en moyenne 225 points, contre 252 en 2011.

L'indice FAO des prix de la viande a atteint en moyenne 176 points en décembre 2012, soit en légère baisse par rapport à novembre de la même année. Les prix de toutes les catégories de viande sont restés proches de leur niveau de novembre, à l'exception de la viande de porc, qui a reculé de 2% ou encore de 3 points. Pour l'ensemble de l'année 2012, l'indice s'est établi en moyenne à 175 points, soit deux points de moins qu'en 2011.

L'indice FAO des prix des produits laitiers a atteint en moyenne 197 points en décembre 2012, soit 0,9% ou deux points de plus qu'en novembre de la même année. Au cours du dernier trimestre de l'année qui vient de s'achever, les prix des produits laitiers se sont stabilisés après la hausse qui avait succédé aux niveaux déprimés de la mi-2012. La valeur moyenne de l'indice a atteint 189 points en 2012, en forte baisse par rapport aux 221 points de 2011. Globalement, le marché des produits laitiers reste bien équilibré mais il est de plus en plus sensible aux variations de l'offre liées à la fois aux conditions des

pâturages et à la disponibilité ainsi qu'à l'accessibilité du fourrage.

Enfin, l'indice FAO des cours du sucre a atteint en moyenne 274 points en décembre 2012, soit en légère baisse par rapport à novembre, mais c'est le niveau le plus bas depuis août 2010. Pour 2012 dans son ensemble, cet indice a atteint en moyenne 306 points, soit une baisse de 17,1% par rapport à l'année précédente. Les attentes quant à une troisième hausse consécutive de la production mondiale et les bonnes disponibilités à l'exportation de la campagne de commercialisation 2012/13, notamment au Brésil, ont déprimé les cours internationaux du sucre pendant une bonne partie de la seconde moitié de 2012.

Le PNUE avertit contre une augmentation des émissions de mercure dans les pays en développement



Le mercure est utilisé pour extraire l'or.
Photo: IRIN/Kenneth Odiwuor

10 janvier - Selon une étude publiée jeudi par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), les communautés vivant dans les pays en développement sont confrontées à des risques sanitaires et environnementaux de plus en plus importants liés à l'exposition au mercure.

Alors que la demande de mercure a chuté à l'échelle mondiale ces dernières années, les émissions de mercure pourraient bien augmenter à l'avenir dans certaines régions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud. Cette hausse est due principalement à l'utilisation de cet élément hautement toxique dans les activités d'orpaillage et dans la combustion du charbon

pour la production d'électricité.

« Le mercure sous toutes ses formes reste un défi mondial, régional et national important en termes de menace pour la santé humaine et l'environnement », a déclaré le directeur exécutif du PNUE Achim Steiner, dans un communiqué de presse.

« Lors du Conseil d'administration du PNUE en 2009, les nations ont donné leur accord à l'ouverture de négociations portant sur un traité juridiquement contraignant visant à réduire les rejets liés aux activités industrielles et minières, à prendre des mesures concernant les produits contenant du mercure et à s'attaquer à la pollution historique de certains sites. La phase finale des négociations s'ouvrira dans quelques jours », a-t-il précisé.

D'après l'évaluation mondiale du mercure 2013, les émissions de ce métal toxique liées à l'extraction minière artisanale ont doublé depuis 2005. La hausse du cours de l'or risque d'ailleurs de provoquer une augmentation de ces émissions. En raison d'une industrialisation rapide, l'Asie est désormais le principal émetteur de mercure, avec près de la moitié des rejets mondiaux.

Pour la première fois, cette étude du PNUE évalue les rejets de mercure dans les rivières et les lacs. La majorité des expositions humaines au mercure sont dues à la consommation de poisson contaminé. Les milieux aquatiques sont donc un chaînon stratégique de la santé humaine.

« La toxicité et la dangerosité du mercure sont connues depuis des siècles, mais nous disposons aujourd'hui de technologies et de procédés alternatifs qui permettent de réduire les risques liés au mercure pour des dizaines de millions de personnes, parmi lesquelles des femmes enceintes et leurs bébés. L'aboutissement de ces négociations contribuerait à un avenir plus durable pour les générations futures », a déclaré M. Steiner.

Le mercure rejeté par l'industrie ou d'autres activités humaines peut persister dans l'environnement pendant plusieurs siècles. Il faudra donc sans doute des années, voire des décennies, pour que la réduction des émissions de mercure ait un effet démontrable sur les niveaux de mercure présents dans la nature et la chaîne alimentaire.

D'après les études menées par le PNUE, les gouvernements, l'industrie et la société civile doivent donc intervenir rapidement afin d'intensifier les efforts de réduction des émissions et rejets de mercure. Les rapports indiquent que des retards éventuels ralentiraient le rétablissement des écosystèmes et alourdiraient la pollution héritée du passé.

Les études du PNUE indiquent qu'une accélération de l'action menée, avec la finalisation d'un traité mondial contraignant, la promotion de l'existence de technologies utilisant peu de mercure et la mise en œuvre d'autres mesures, permettrait de réduire

considérablement la demande de mercure au cours des dix prochaines années.

Pour atteindre cet objectif, il faut mettre fin dès que possible à l'extraction primaire de mercure et répondre à la demande en investissant dans des mesures de recyclage plus efficaces.

Les gouvernements doivent mettre en place des cadres réglementaires et des mesures incitatives afin de promouvoir la transition vers des alternatives viables, sûres et rentables, qui aboutiront à une diminution des rejets de mercure et d'autres polluants.

Haïti : un recensement soutenu par l'ONU montre des progrès considérables pour l'éducation et la santé des enfants



Un centre de soins pour patients atteints du choléra en Haïti. Photo: ONU/Logan Abassi

10 janvier - Près de trois ans après le séisme dévastateur en Haïti, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a publié jeudi les résultats préliminaires d'un recensement conduit avec le soutien de l'ONU, qui montre qu'il ya eu des progrès considérables dans les domaines de la nutrition, de la santé, de l'éducation des enfants ainsi que l'assainissement depuis 2006.

Selon les résultats préliminaires du recensement démographique et sanitaire d'Haïti, qui a pris en compte 13.500 foyers et 77% des enfants âgés de 6 à 11 ans enrôlés dans les écoles primaires en 2012. Cela est nettement supérieur au recensement au recensement précédent de 2005-2006 qui prenait en compte un peu moins de 50%.

La malnutrition aiguë a été réduite de moitié parmi les enfants de 5 à 59 mois de 10% à 5%, et la malnutrition chronique a été réduite de 29% à 22% entre 2005-2006 et 2012.

« Les résultats du recensement montrent que les efforts en Haïti au cours des trois dernières années ont contribué au progrès réalisés dans de nombreux secteurs et ont atténué l'impact du séisme de 2010, l'épidémie de choléra et autres catastrophes », a expliqué le Représentant de l'UNICEF en Haïti, Edouard Beigbeder.

« Ces résultats montrent qu'il faut un engagement continu pour soutenir le pays à rendre ces succès durables tout en soulevant les défis existants et de redoubler d'efforts dans les domaines où le progrès a été plus lent », a-t-il ajouté.

Haïti a été en reconstruction depuis qu'un séisme violent avait ravagé le pays en janvier 2010, faisant près de 220.000 morts et des destructions massives privant près d'un million et demi de personnes de leurs domiciles.

Le recensement a été conduit par l'Institut haïtien de l'enfance, sous la direction du ministère de la population et de la santé, et soutenu par l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

Douze pays signent un traité de l'ONU pour combattre le commerce illicite du tabac



La Directrice générale de l'OMS, Margaret Chan (à gauche) et le Président du secrétariat de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, Haik Nikogosian. Photo: OMS/Pierre Albouy

10 janvier - L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a salué jeudi la signature du traité des nations Unies de lutte contre le trafic illégal du tabac par douze pays. Le trafic illégal du tabac sape les efforts de régulation de ce produit et représente un fardeau pour les systèmes de santé publics.

Des Représentants de la France, du Gabon, de la Libye, du Myanmar, du Nicaragua, de la République de Corée, d'Afrique du Sud, de Syrie, de Turquie et d'Uruguay ont signé le Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac lors d'une cérémonie au siège de l'OMS à Genève.

« Le Protocole est un outil juridique unique pour lutter contre, et à terme éliminer, une activité criminelle sophistiquée qui engendre des coûts considérables, particulièrement dans le domaine de la santé », a

déclaré la Directrice générale de l'OMS, Margaret Chan, lors de la cérémonie de signature.

Le nouveau Protocole vise à protéger les populations du monde entier contre les risques sanitaires du tabagisme, qui est responsable de six millions de décès par an à l'échelle planétaire. Une personne meurt chaque six secondes en moyenne à cause du tabac qui est responsable d'un décès sur dix parmi les adultes.

Le traité encourage la lutte contre le commerce illicite du tabac grâce à un contrôle de la chaîne de fourniture et à la coopération internationale. La mesure clé prévoit que les États parties créent un système mondial de traçage qui permettrait de réduire et à terme éradiquer le commerce illicite.

« L'adoption de ce protocole est le résultat d'une étroite coopération entre plusieurs secteurs des gouvernements », a expliqué le Président du secrétariat de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, Haik Nikogosian.

« Cela montre également qu'une démarche commune sur une question de santé publique peut aider à réaliser les objectifs des gouvernements, notamment dans le domaine de la santé, ou encore pour protéger les revenus de l'État et de lutter contre la criminalité », a-t-il ajouté.

Le Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac a été adopté lors de la cinquième session de la conférence des États parties de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, en novembre 2012 à Séoul en République de Corée. Le Protocole entrera en vigueur 90 jours après la ratification du 40ème État.

L'ONU déplore l'aggravation de la situation des enfants syriens dans les camps de réfugiés inondés en Jordanie



Le camp de réfugiés syriens de Za'atari en Jordanie inondé suite à de fortes pluies en janvier 2013. Photo: UNICEF/Jordanie

10 janvier - Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), a alerté jeudi que de mauvaises conditions météorologiques dans le nord de la Jordanie, dont de fortes pluies, la neige et des températures sous zéro, ont considérablement aggravé la situation des enfants parmi les 55.000 réfugiés syriens dans la région.

Des inondations à grande échelle ont eu lieu, inondant les tentes dans le camp Za'atari, avec de la boue épaisse rendant encore plus difficile le drainage de l'eau de pluie et pour les camions de drainage d'eau à avoir accès au camp, d'après un communiqué de l'UNICEF.

Des zones entières comprenant des espaces pour enfants - où les enfants peuvent jouer, apprendre et recevoir un soutien psychologique et autres services sociaux - ont été inondées, et une tente réservée aux mineurs non accompagnés s'est effondrée.

« Les prochaines 72 heures seront un test crucial de notre capacité à répondre aux besoins fondamentaux des enfants et de leurs familles à Za'atari », a déclaré le Représentant de l'UNICEF en Jordanie, Dominique Hyde. « En collaboration avec le Gouvernement de la Jordanie et nos autres partenaires, nous faisons tout notre possible pour nous assurer que les services sont maintenus et que les enfants restent au chaud et au sec. »

La détérioration de la situation dans le camp Za'atari arrive en plein afflux de réfugiés fuyant les violences en Syrie, où plus de 60.000 personnes, essentiellement des civils, ont été tués depuis le début du soulèvement contre le président Bachar al-Assad en 2011.

Les derniers mois ont vu une escalade du conflit, qui dure maintenant depuis 23 mois. Près de 10.000 Syriens ont cherché refuge en Jordanie depuis le début de cette année.

M. Hyde a ajouté que le manque de financement est une contrainte majeure sur les activités de secours.

« Les ressources que nous avons mobilisées en 2012 ont été épuisées, et nous n'avons pas reçu de nouveaux fonds pour l'année courante », a-t-il dit. « Nous lançons un appel pressant à la communauté internationale et aux bailleurs de fonds en

général à nous soutenir avec de nouveaux fonds dès que possible. »

L'UNICEF a déclaré que son agence et leurs partenaires travaillent à plein temps pour maintenir la prestation de services aux personnes dans le camp Za'atari, et en particulier, veiller à ce que tous les réfugiés ont accès à l'eau, à des latrines et douches.

L'agence onusienne a distribué des vêtements chauds avec de nouveaux matelas pour remplacer ceux trempés par la pluie. Des chauffages ont été également distribués aux familles vivant actuellement dans des bâtiments préfabriqués à l'intérieur du camp.

En ce qui concerne le financement des activités de secours, le Secrétaire général Ban Ki-moon présidera une conférence de haut niveau plus tard ce mois afin de lever des fonds pour améliorer la situation de plus en plus difficile des millions de Syriens affectés par le conflit en cours dans leur pays.